<u>Travaux visant à examiner l'héritage des missions chrétiennes sur les peuples autochtones</u>

Présenté par Lori Ransom, animatrice en réconciliation et en justice autochtone, Ministères et justice autochtones

Le 21 juin 2016, le pasteur Stan McKay, ancien modérateur, a envoyé une lettre à Jordan Cantwell, modératrice de l'Église Unie du Canada à l'époque, dans laquelle il écrivait qu'il fallait que les Églises unissent leurs forces et [traduction]« entreprennent dès maintenant la tâche difficile de s'occuper des situations héritées du passé et du contexte actuel de division, de dépression et d'injustice » qui prévaut dans les communautés autochtones en raison de l'activité missionnaire qui y a été menée autrefois. Inspiré par les Appels à l'action nos 60 et 61 iv de la CRV, Stan McKay a proposé que des délégations œcuméniques se rendent dans des communautés autochtones pour discuter avec des leaders spirituels et des jeunes de la violence spirituelle causée par les missions chrétiennes et des moyens d'y mettre un terme.

En réponse à la lettre, Jordan Cantwell a contacté des collègues de différentes Églises qui ont accepté de se réunir pour examiner la proposition de Stan McKay¹. Les leaders autochtones de l'Église Unie du Canada ont approuvé la démarche. À partir de novembre 2017 et pendant deux ans, les membres du groupe œcuménique se sont rencontrés à plusieurs reprises pour discuter de la proposition de Stan McKay. Ils se sont notamment entretenus avec des personnes autochtones assumant des postes de leadership ministériel auprès de la population à Winnipeg et ont fait un suivi avec elles. Dès le départ, le groupe œcuménique était préoccupé par la difficulté d'organiser les dialogues avec les communautés qu'envisageait Stan McKay, certes, mais aussi et surtout par l'ampleur et le coût des efforts qu'il faudrait mettre en œuvre pour donner une suite adéquate à ces dialogues et ainsi éviter d'aggraver encore la situation.

Le groupe a convenu que le sujet gagnerait à faire l'objet d'une analyse et d'une réflexion théologique. Par ailleurs, ses membres, s'inspirant des modèles relatifs aux missions internationales qu'ils avaient examinés, ont jugé qu'il fallait rédiger un ensemble de principes ou de directives à l'intention des chrétiennes et des chrétiens qui effectuent des missions et exercent leur ministère chez les peuples autochtones au Canada. Ils pourront ainsi mieux comprendre les répercussions de la violence spirituelle chez les peuples autochtones et les risques qu'elle suppose à long terme, y porter une attention particulière et favoriser la guérison.

¹ Les Églises suivantes étaient représentées au sein du groupe de travail : l'Église anglicane du Canada, l'Église réformée chrétienne d'Amérique du Nord, l'Église évangélique luthérienne du Canada, KAIROS (Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice), les Jésuites du Canada, l'Église mennonite Canada, l'Église presbytérienne au Canada, l'Armée du salut, la Société religieuse des amis (Quakers) et l'Église Unie du Canada. La Conférence des évêques catholiques du Canada et l'Alliance évangélique du Canada ont été régulièrement informées de l'état d'avancement du projet et les procès-verbaux des réunions du groupe de travail leur ont été transmis.

Le groupe œcuménique a désigné un comité chargé d'élaborer les directives. De mai 2020 à mars 2023, les six membres du comité, dont la plupart étaient issus du milieu universitaire, ont travaillé à la rédaction d'un document qu'ils ont intitulé *Addressing Spiritual Violence committed by Christians among Indigenous Peoples in Canada* [Remédier à la violence spirituelle causée par les chrétiens chez les peuples autochtones du Canada]. On pourrait le décrire avec justesse comme une ressource qui contient des suggestions de principes éthiques, des appels aux Églises en faveur d'initiatives visant à panser les blessures causées par la violence spirituelle, et des questions qui doivent faire l'objet d'une étude et d'une réflexion plus poussées. Les autres membres du groupe œcuménique qui avaient demandé la rédaction du document l'ont révisé et ont convenu qu'il devrait être publié. Le document fait actuellement l'objet d'une révision finale par la ministre exécutive, Ministères et justice autochtones. Une stratégie de publication et d'animation visant à en faire connaître le contenu pourrait être élaborée une fois le document approuvé.

Lori Ransom a fait un certain nombre de présentations sur le thème de la violence spirituelle en s'inspirant des travaux réalisés par le groupe œcuménique. Plus récemment, elle a travaillé sur le sujet en collaboration avec le Groupe consultatif interreligieux chrétien du Conseil canadien des Églises.